

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SG/N/1/KOR/1

6 avril 1995

(95-0831)

Comité des sauvegardes

Original: anglais

NOTIFICATION DES LOIS, REGLEMENTATIONS ET PROCEDURES ADMINISTRATIVES RELATIVES AUX MESURES DE SAUVEGARDE

COREE

La Mission permanente de la République de Corée a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, en date du 15 mars 1995.

Conformément à l'article 12.6 de l'Accord sur les sauvegardes et comme suite à l'invitation contenue dans le document G/SG/N/1/Suppl.1, j'ai l'honneur de notifier au Comité des sauvegardes les dispositions pertinentes de la Loi relative au commerce extérieur, de la Loi tarifaire et du Décret d'application de cette dernière loi promulgués par la République de Corée. Les deux mesures de sauvegarde les plus importantes, à savoir celles concernant la restriction des importations et l'ajustement des droits de douane, sont fondées sur les deux lois susmentionnées.

La République de Corée a révisé la Loi du commerce extérieur, qui est l'instrument fondamental régissant les mesures de sauvegarde en République de Corée, afin de la rendre conforme à l'Accord de l'OMC. Cette loi révisée, dont le texte est joint à la présente lettre, entrera en vigueur le 1^{er} juillet 1995. Toutefois, certaines dispositions de ladite loi concernant l'application des mesures de sauvegarde sont encore en cours de révision. Aussi le gouvernement de la République de Corée ne peut-il pas notifier lesdites dispositions au Comité des sauvegardes à la date fixée, à savoir le 15 mars 1995. Les procédures de révision devant être achevées le 1^{er} juillet 1995, le gouvernement de la République de Corée procédera à une notification formelle le 1^{er} août 1995 au plus tard.

Loi relative au commerce extérieur

CHAPITRE IV. ENQUETE SUR LES DOMMAGES CAUSES PAR LES IMPORTATIONS A UNE BRANCHE DE PRODUCTION NATIONALE

SECTION 1 - Demande et enquête

Article 32. (Demande d'ouverture d'une enquête sur les dommages causés à une branche de production nationale par une augmentation des importations de produits spécifiés)

1) Dans les cas prévus aux alinéas ci-après, toute personne ayant un intérêt dans la branche de production nationale considérée et le chef de l'organisme administratif responsable de ladite branche de production (ci-après dénommés les "personnes intéressées") peuvent demander à la Commission du commerce extérieur, comme prescrit à l'article 37, d'ouvrir une enquête sur les dommages causés à la branche de production nationale par l'importation ou le commerce de produits et la fourniture de

services de distribution spécifiés (ci-après dénommés "l'importation, etc., de produits spécifiés"):
< Modifié par la Loi n° 4527 du 8 décembre 1992> .

1. si une augmentation des importations de produits spécifiés cause ou menace de causer un dommage grave à la branche de production nationale de produits similaires ou directement concurrents;
2. si une augmentation de la fourniture de services commerciaux et de distribution par un étranger cause ou menace de causer un dommage grave à une branche de production nationale qui fournit des services commerciaux et de distribution similaires ou directement concurrents; ou
3. si l'importation de produits portant atteinte à des droits concernant des brevets, modèles d'utilité, dessins, marques de fabrique ou de commerce, au droit d'auteur, aux droits voisins, au droit d'auteur sur un programme et un schéma de configuration de circuit intégré qui sont protégés en République de Corée cause ou menace de causer un dommage quelconque à une branche de production nationale de produits directement concurrents.

2) Un décret présidentiel réglementera toutes les questions nécessaires à l'application de la présente loi, par exemple en ce qui concerne la portée de l'expression "personnes intéressées", au sens du paragraphe 1) ci-dessus, la procédure d'application, etc. < Modifié par la Loi n° 4527 du 8 décembre 1992>

[Cet article a été totalement modifié par la Loi n° 4145 du 21 décembre 1989.]

Article 33. (Enquête sur les dommages causés à une branche de production nationale par une augmentation des importations de produits spécifiés)

1) Dans les 30 jours suivant la date de réception d'une demande présentée au titre de l'article 32, et après avoir consulté le chef de l'organisme administratif compétent, la Commission du commerce extérieur décide s'il y a lieu ou non d'ouvrir une enquête.

2) La Commission du commerce extérieur ouvre une enquête, comme prévu dans le Décret présidentiel, dans les cas suivants:

1. lorsqu'elle en a ainsi décidé en application du paragraphe 1); ou
2. lorsqu'elle considère, au vu des résultats de l'enquête menée en application de l'alinéa 7 de l'article 40, qu'il est nécessaire d'ouvrir une enquête sur le dommage causé à la branche de production nationale par l'importation de produits spécifiés.

3) Lorsqu'elle décide d'ouvrir une enquête dans les cas prévus au paragraphe 2) ci-dessus, la Commission du commerce extérieur doit, dans les 120 jours suivant l'ouverture de l'enquête, déterminer si un dommage a été causé à la branche de production nationale, étant entendu toutefois que si l'enquête porte sur des sujets complexes ou si les personnes intéressées demandent que le délai susmentionné soit prolongé pour des raisons justifiées, la durée de l'enquête peut être prolongée d'une période maximum de 120 jours. < Modifié par la Loi n° 4527 du 8 décembre 1992>

4) Lorsqu'elle détermine, à l'issue de l'enquête ouverte conformément au paragraphe 2), qu'aucun dommage n'a été causé à la branche de production nationale, la Commission du commerce extérieur en informe les personnes intéressées. < Modifié par la Loi n° 4527 du 8 décembre 1992>

[Cet article a été totalement modifié par la Loi n° 4145 du 21 décembre 1989.]

SECTION 2 - Recommandation et adoption de mesures correctives

Article 34. (Recommandation, etc., concernant une restriction temporaire des importations)

1) La Commission du commerce extérieur, lorsqu'elle détermine, à la suite de l'enquête menée conformément au paragraphe 2) de l'article 33, qu'un dommage a été causé à la branche de production nationale, peut recommander au chef de l'organisme administratif compétent d'adopter l'une quelconque des mesures suivantes (ci-après dénommées "mesures correctives") pour une durée spécifiée, dans les 45 jours suivant la date de la détermination: < Modifié par la Loi n° 4527 du 8 décembre 1992> .

1. restriction concernant la quantité, la qualité, etc., des produits importés;
2. ajustement du droit de douane;
3. diverses mesures d'assistance prévues dans les lois et règlements concernant l'assistance aux industries destinée à l'amélioration de la technologie et la productivité;
4. désignation de la branche de production concernée par l'enquête en tant que branche à rationaliser conformément à la Loi relative au développement industriel;
5. mesures de suspension ou de prohibition des importations applicables à des produits ou à des négociants spécifiés; et
6. autres mesures prévues par le Décret présidentiel pour que la branche de production nationale obtienne réparation.

2) Supprimé. < Par la Loi n° 4527 du 8 décembre 1992>

3) Le chef de l'organisme administratif compétent, lorsqu'il reçoit de la Commission du commerce extérieur une proposition de mesure corrective conformément au paragraphe 1), décide, dans les 45 jours suivant la date de réception de ladite recommandation, s'il y a lieu ou non d'adopter cette mesure. En pareil cas, s'il faut consulter les principaux pays intéressés au sujet de la mise en oeuvre de celle-ci, le délai nécessaire à cet effet ne commence à courir qu'à compter de la fin de ces consultations. < Modifié par la Loi n° 4527 du 8 décembre 1992>

4) Le chef de l'organisme administratif compétent, lorsqu'il adopte des mesures correctives, tient compte des effets qu'elles peuvent avoir sur les relations commerciales internationales et sur l'économie nationale. < Modifié par la Loi n° 4527 du 8 décembre 1992>

5) Toute mesure corrective adoptée par le chef de l'organisme administratif compétent conformément au paragraphe 3) est rapportée s'il est jugé qu'il existe des raisons de le faire, par exemple si le fait ayant motivé l'adoption de ladite mesure a cessé d'exister. En pareil cas, la Commission du commerce extérieur peut être entendue. < Modifié par la Loi n° 4527 du 8 décembre 1992>

[Cet article a été totalement modifié par la Loi n° 4145 du 21 décembre 1989.]

Article 35. (Mesure provisoire)

1) Lorsque la Commission du commerce extérieur considère que la branche de production nationale concernée par l'enquête subira ou risque de subir un dommage irréparable si elle ne prend pas d'urgence une mesure avant même l'issue de l'enquête ouverte en application du paragraphe 2) de l'article 33, elle peut recommander au chef de l'organisme administratif compétent de prendre l'une des mesures

correctives provisoires prévues au deuxième alinéa du paragraphe 1) de l'article 34 (ci-après dénommée "mesure provisoire"). < Modifié par la Loi n° 4527 du 8 décembre 1992>

2) Les dispositions des paragraphes 3) et 4) de l'article 34 s'appliquent *mutatis mutandis* aux cas visés au paragraphe 1). < Modifié par la Loi n° 4527 du 8 décembre 1992>

[Cet article a été totalement modifié par la Loi n° 4145 du 21 décembre 1989.]

Article 36. (Réexamen, etc.)

1) La Commission du commerce extérieur peut réexaminer l'incidence, les effets, etc., sur la branche de production nationale, de toute mesure corrective prise par le chef de l'organisme administratif compétent conformément au paragraphe 3) de l'article 34 et recommander à ce dernier de la modifier, de la rapporter, etc. si elle juge nécessaire de modifier la teneur de ladite mesure, telle qu'appliquée *mutatis mutandis*, ou si elle juge son maintien inutile. < Modifié par la Loi n° 4527 du 8 décembre 1992>

2) Les dispositions des paragraphes 3) et 4) de l'article 34 s'appliquent *mutatis mutandis* aux cas visés au paragraphe 1). < Modifié par la Loi n° 4527 du 8 décembre 1992>

[Cet article a été totalement modifié par la Loi n° 4145 du 21 décembre 1989.]

SECTION 2-2 - Mesures de restriction des importations de textiles et de vêtements

Article 36-2. (Mesures de restriction des importations de textiles et de vêtements)

1) Si une augmentation des importations de textiles et de vêtements cause ou menace de causer un dommage grave à la branche de production nationale de produits similaires ou directement concurrents, le Ministère du commerce, de l'industrie et de l'énergie peut adopter des mesures de restriction des importations.

2) Si une mesure de restriction des importations est prise comme prévu au paragraphe 1) ci-dessus, les produits et les pays visés par ladite mesure, le niveau de restriction, les procédures d'enquête, etc., sont déterminés par décret présidentiel.

SECTION 3 - Commission du commerce extérieur

Article 37. (Création de la Commission du commerce extérieur)

1) Il est créé au sein du Ministère du commerce, de l'industrie et de l'énergie une Commission du commerce extérieur chargée d'enquêter sur le dommage qu'une augmentation des importations, etc., de produits spécifiés peut causer à une branche de production nationale, de déterminer l'existence d'un tel dommage, de recommander les mesures de protection à prendre en pareil cas, d'enquêter sur le dommage que l'importation de produits faisant l'objet d'un dumping ou de produits subventionnés peut causer à une branche de production nationale, de déterminer l'existence d'un tel dommage et d'entreprendre des études et des recherches sur les systèmes commerciaux internationaux, etc. < Modifié par la Loi n° 4527 du 8 décembre 1992; Loi n° 4541 du 6 mars 1993>

2) Il est créé au sein de la Commission du commerce extérieur un Bureau de recherche sur le commerce chargé d'assister la Commission, par exemple en menant des enquêtes sur les dommages causés à des branches de production nationales, en réalisant des études et des recherches sur les systèmes commerciaux internationaux, etc., comme prévu au paragraphe 1).

[Cet article a été totalement modifié par la Loi n° 4145 du 21 décembre 1989.]

Article 38. (Composition, etc., de la Commission du commerce extérieur)

- 1) La Commission du commerce extérieur est composée d'un président et de huit membres au maximum, dont certains siègent à titre permanent. Le nombre exact de membres de la Commission est déterminé par Décret présidentiel. < Modifié par la Loi n° 4527 du 8 décembre 1992>
- 2) Le Président et les membres de la Commission du commerce extérieur sont nommés par le Président, sur proposition du Ministre du commerce, de l'industrie et de l'énergie, parmi des personnes ayant des connaissances et une expérience étendues dans le domaine de l'industrie et du commerce, du commerce international, du droit et de la comptabilité. < Modifié par la Loi n° 4541 du 6 mars 1993>
- 3) Le Président et les membres de la Commission du commerce extérieur sont nommés pour un mandat de trois ans qui peut être reconduit.
- 4) Si le Président de la Commission du commerce extérieur est empêché de s'acquitter de ses fonctions par suite d'un accident, l'un des membres permanents de la Commission agit en son nom.

Article 39. (Inamovibilité du Président et des membres de la Commission du commerce extérieur)
Le Président et les membres de la Commission sont inamovibles, sauf dans les cas suivants:

1. lorsqu'ils ont été condamnés à une peine plus grave que l'emprisonnement;
2. lorsqu'ils sont empêchés de s'acquitter de leurs fonctions par suite d'une affection mentale ou physique pendant une période prolongée.

Article 40. (Attributions de la Commission du commerce extérieur) Les attributions de la Commission du commerce extérieur sont les suivantes: < Modifié par la Loi n° 4527 du 8 décembre 1992>

1. déterminer s'il y a lieu ou non d'ouvrir une enquête et si une branche de production nationale a subi ou non un dommage, comme prévu aux paragraphes 1) et 3) de l'article 33;
2. recommander l'adoption d'une mesure corrective conformément au paragraphe 1) de l'article 34;
3. recommander l'adoption d'une mesure provisoire conformément au paragraphe 1) de l'article 35;
4. procéder au réexamen prévu au paragraphe 1) de l'article 36 et recommander la modification ou la levée, etc. de ladite mesure;
5. recommander l'ouverture d'une enquête et l'application d'une sanction conformément aux paragraphes 2) et 3) de l'article 44;
6. recevoir les demandes d'ouverture d'une enquête sur les dommages causés à une branche de production nationale en vue de l'imposition de droits antidumping et de droits compensateurs comme prévu aux articles 10 et 13 de la Loi tarifaire; décider s'il convient ou non d'ouvrir une enquête et déterminer l'existence d'un dommage causé à une branche de production nationale;
7. enquêter sur les effets éventuels des importations, etc., de produits spécifiés sur la compétitivité de la branche de production nationale;

8. entreprendre des recherches et des études sur les législations, les institutions et les différends en matière de commerce international; et
9. procéder à d'autres enquêtes et formuler d'autres recommandations, par exemple en ce qui concerne l'encouragement de pratiques commerciales loyales, que la Commission juge nécessaires.

[Cet article a été totalement modifié par la Loi n° 4145 du 21 décembre 1989.]

Article 40-2. (Récusation du Président et des membres de la Commission du commerce extérieur) Le Président et les membres de la Commission du commerce extérieur doivent se récuser lorsque la Commission est appelée à délibérer ou à statuer au sujet des questions ci-après:

1. questions dans lesquelles ils ont un intérêt quelconque;
2. questions intéressant leur conjoint, ou un parent jusqu' au huitième degré par le sang ou jusqu' au quatrième degré par alliance; ou
3. questions à propos desquelles ils sont témoins, experts ou agents.

Article 41. (Quorum) Les décisions de la Commission du commerce extérieur sont adoptées à la majorité des membres présents. < Modifié par la Loi n° 4145 du 21 décembre 1989>

Article 42. (Assimilation aux agents de la fonction publique aux fins de l'application des dispositions pénales) Même lorsqu' ils n' ont pas le statut d' agents de la fonction publique, le Président et les membres de la Commission du commerce extérieur sont considérés comme tels aux fins de l'application des dispositions du Code pénal et des dispositions pénales des autres lois et réglementations applicables.

Article 43. (Organisation et règlement intérieur) Sous réserve des dispositions de la présente Loi, les questions liées à l'organisation, au fonctionnement, etc., de la Commission du commerce extérieur sont déterminées par Décret présidentiel. < Modifié par la Loi n° 4145 du 21 décembre 1989>

Notification des lois et réglementations au titre
de l'article 12.6 de l'Accord

1. Loi tarifaire

Article 12. (Droit d'urgence)

- 1) Si l'augmentation des importations de produits spécifiés cause ou menace de causer un dommage grave à une branche de production nationale de produits similaires ou de produits directement concurrents et s'il est jugé nécessaire d'empêcher ou de réparer ce dommage, il peut être imposé un droit de douane équivalent à la différence entre le prix intérieur et le prix dans le pays étranger.
- 2) Les droits d'urgence visés au paragraphe 1) ne peuvent être appliqués qu'aux produits importés en sus des quantités spécifiées, comme prescrit au paragraphe 1), et que si cela est nécessaire.
- 3) La désignation des produits, le taux du droit, la date d'expiration, les quantités, etc., visés aux paragraphes 1) et 2) sont déterminés par Ordonnance du Premier Ministre.

Article 43-9. (Retrait ou modification de concessions)

- 1) Si, par suite d'une baisse du prix d'un produit dans un pays étranger, d'autres événements imprévus ou de l'exécution d'obligations découlant d'un traité, un produit est importé dans des quantités tellement accrues et dans des conditions telles que cela cause ou risque de causer un dommage grave à une branche de production nationale de produits similaires ou de produits directement concurrents, le gouvernement peut adopter l'une quelconque des mesures ci-après:
 1. dans les cas où une concession tarifaire a été accordée pour ledit produit par un traité: retrait ou modification de la concession, de manière que ledit produit importé puisse être frappé d'un droit de douane au taux prévu par la présente loi ou à un taux modifié; et
 2. dans les cas où la mesure prescrite à l'alinéa 1 ci-dessus doit être ou a été adoptée en ce qui concerne un produit spécifié: modification des concessions tarifaires dont bénéficiaient précédemment les produits autres que ledit produit importé, ou octroi de nouvelles concessions tarifaires aux produits n'en bénéficiant pas précédemment, à la suite de consultations menées conformément au traité pertinent, de manière que les concessions tarifaires modifiées ou nouvellement accordées puissent être appliquées.
- 2) Les mesures visées au deuxième alinéa du paragraphe 1) ci-dessus sont prises dans la mesure nécessaire pour compenser celles qui sont visées au premier alinéa dudit paragraphe.
- 3) La durée, la teneur et les autres éléments nécessaires des mesures visées au paragraphe 1) ci-dessus sont déterminés par décret présidentiel.

Article 43-10. (Mesures compensatoires)

- 1) Lorsqu'un pays étranger a l'intention d'adopter ou a adopté des mesures ayant pour effet de retirer, de modifier ou d'accorder des concessions tarifaires concernant des produits spécifiés, et lorsqu'il est jugé légitime d'adopter des mesures compensatoires conformément au traité pertinent, le gouvernement peut prendre les mesures ci-après:
 1. prélèvement sur lesdits produits, jusqu'à concurrence de l'équivalent de leur valeur en douane, d'un droit de douane en sus du droit applicable au taux prévu par la présente loi; et

2. dans les cas où une concession tarifaire a été accordée pour un produit spécifié: suspension de ladite concession et prélèvement d'un droit de douane au taux prévu par la présente loi.
- 2) Les mesures visées au paragraphe 1) ci-dessus sont prises dans la mesure nécessaire pour compenser celles adoptées par le pays étranger.
- 3) Le pays visé, ainsi que la durée, la teneur et les autres éléments nécessaires des mesures visées au paragraphe 1) ci-dessus, sont déterminés par décret présidentiel.

Article 43-11. (Validité et retrait d'une concession)

- 1) Si la concession tarifaire accordée pour des produits spécifiés par la République de Corée conformément à un traité est retirée, le droit de douane prescrit par la présente loi est appliqué à compter de la date à laquelle le retrait de ladite concession produit effet conformément au traité.
- 2) Dans le cas des produits pour lesquels la République de Corée a récemment accordé une concession tarifaire en compensation du retrait visé au paragraphe 1) ci-dessus, le droit de douane prescrit par la présente loi est appliqué à compter de la date à laquelle ladite concession entre en vigueur.

2. Décret d'application de la Loi tarifaire

Article 43-17. (Droit d'urgence)

- 1) S'ils souhaitent demander l'application de mesures prescrites à l'article 12 de la loi, le Ministre compétent, le chef de l'organisme compétent ou toute personne intéressée doit présenter, au Ministre des finances et de l'économie, les renseignements ci-après concernant les produits:
 1. numéro de la position tarifaire, désignation, dimension, utilisation des produits et produits de remplacement;
 2. matières premières utilisées pour la fabrication des produits, description du procédé de fabrication et produits connexes utilisés pour la fabrication desquels les produits considérés servent de matières premières;
 3. droit de douane à relever, raisons du relèvement du droit et période d'application de ce dernier;
 4. situation et prévisions de l'offre et de la demande pour l'année en cours et pour l'année antérieure et l'année postérieure;
 5. prix à l'importation et situation des importations, par mois et par principaux pays importateurs, pour une année récente;
 6. prix sortie usine et situation des approvisionnements, par mois et par principaux fabricants nationaux, pour une année récente;
 7. (supprimé);
 8. (supprimé);
 9. s'il est nécessaire de déterminer une quantité spécifiée conformément au paragraphe 2) de l'article 12 de la loi, quantité et base de calcul de celle-ci;

10. (supprimé).

2) (Supprimé).

3) S'il juge nécessaire d'ouvrir une enquête aux fins de l'application éventuelle d'un droit d'urgence, le Ministre des finances et de l'économie peut demander à l'organisation compétente, à l'exportateur, à l'importateur ou à toute autre personne intéressée de présenter les renseignements ou de fournir toute autre coopération nécessaires.